

Actualités OFS

20 Situation économique et sociale de la population

Neuchâtel, septembre 2017

Résultats 2006 à 2014

Évolution et inégalité des revenus et de la consommation. Une analyse comparative.

Le niveau de consommation est resté dans l'ensemble assez stable entre 2006 et 2014. Si parmi les 20% de revenus les moins élevés, l'évolution positive des revenus s'est traduite par une hausse des dépenses de consommation, elle a permis aux catégories plus aisées de consacrer une part plus large de leurs revenus à l'épargne.

Depuis 2007, l'Office fédéral de la statistique (OFS) publie régulièrement des analyses consacrées aux inégalités matérielles. Celles-ci se sont jusqu'ici concentrées sur la distribution des revenus au sein des ménages et sur la redistribution des revenus par les pouvoirs publics¹. La notion de revenu en tant que ressource décrit le potentiel d'un ménage de disposer de biens et de services.

«À la différence du revenu, qui mesure les ressources se trouvant théoriquement à disposition d'un ménage, la consommation d'un ménage est un indicateur de son niveau de vie effectif.»

Dans le cadre des recherches au niveau international consacrées au phénomène de la pauvreté et des inégalités, on insiste depuis un certain temps déjà sur la nécessité de s'intéresser aussi aux inégalités en matière de consommation en tant que critère de

mesure du bien-être économique². D'une part, la consommation étant moins sensible aux fluctuations temporaires du revenu, elle se prête dans certains cas davantage à l'étude des inégalités entre différents groupes de population. «Les étudiants, par exemple, peuvent entrer dans la catégorie des pauvres au sens monétaire du terme, mais pas au sens de la consommation, car ils peuvent emprunter en anticipant sur leurs gains futurs ou se faire aider par leur famille.» (OCDE, 2008, p. 329). La consommation des ménages privés est donc au final un meilleur indicateur des *ressources disponibles à long terme* que le revenu. Diverses études montrent que les individus rationnels lissent leur consommation et l'adaptent à leur revenu moyen attendu sur une période plus longue³.

D'autre part, comme le montrent les études mentionnées plus haut, la consommation est un indicateur particulièrement approprié pour la mesure du niveau de vie effectif des ménages, alors que le revenu est davantage révélateur des ressources se trouvant théoriquement à leur disposition. Deux ménages présentant des niveaux de revenus disponibles différents peuvent par exemple se comporter de manière similaire en termes de consommation, dès lors qu'un de ces ménages alloue une partie de son revenu à l'épargne alors que l'autre s'endette (voir Fiedler & Fuchs-Schündeln, 2011). La consommation d'un ménage montre à quoi celui-ci dépense son revenu, et quelles possibilités matérielles, parmi celles que permet son revenu, il réalise effectivement.

¹ Les derniers résultats et publications (OFS, 2015) sont disponibles sur le portail statistique de l'OFS: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Situation économique et sociale de la population → Situation sociale, bien-être et pauvreté → Inégalités de répartition des revenus → Redistribution des revenus par les transferts sociaux.

² Voir UNECE, OCDE (2013), Stiglitz et al. (2009, p. 114) ainsi que Fisher et al. (2015, p. 631), Meyer & Sullivan (2013), Fiedler & Fuchs-Schündeln (2011).

³ Voir Fisher et al. (2015, p. 635), Meyer & Sullivan (2013), Fiedler & Fuchs-Schündeln (2011).

Comment le budget de consommation a-t-il évolué ces dix dernières années par rapport au revenu? Les inégalités constatées dans les dépenses de consommation sont-elles moindres que celles mesurées en termes de revenu? Comment ces inégalités ont-elles évolué les unes par rapport aux autres, et comment s'explique leur évolution respective? Le présent rapport a pour objet d'analyser l'évolution et les inégalités en matière de consommation au sein de la population suisse et de les comparer avec l'évolution et les inégalités en matière de revenu.

Revenu disponible et consommation

Les résultats présentés se fondent sur les données de l'enquête sur le budget des ménages (EBM) de l'OFS (voir encadré «Source des données et échantillons» à la fin du présent rapport). Les bases méthodologiques et les définitions utilisées dans le cadre de l'EBM s'appuient sur des normes internationales⁴.

«Le revenu disponible correspond à la part de revenus à disposition des ménages pour la consommation ou pour d'éventuelles économies.»

Le présent rapport analyse les inégalités de revenus sur la base du revenu disponible. Pour calculer ce dernier, on soustrait au montant le plus élevé qu'un ménage perçoit par mois – son revenu brut⁵ – les dépenses obligatoires telles que les cotisations sociales (cotisations AVS/AI, prévoyance professionnelle, etc.), les impôts, les primes d'assurance-maladie (couverture de base) ainsi que les transferts mensuels vers d'autres ménages (pensions alimentaires, etc.). En d'autres termes, le revenu disponible correspond à la part de revenus restant à disposition pour la consommation ou pour d'éventuelles économies.

La délimitation des dépenses de consommation est un peu plus complexe. Pour la structure des dépenses de consommation, l'EBM se fonde sur la classification COICOP⁶ des fonctions de consommation des ménages. Cette classification, élaborée par la division des statistiques des Nations unies, répartit la consommation en douze groupes principaux (voir encadré), repris exactement dans le présent rapport. Nous nous pencherons ci-après sur un certain nombre de difficultés pratiques se posant en lien avec la mesure de ces dépenses de consommation.

Dépenses de consommation: groupes principaux

1. Produits alimentaires et boissons non alcoolisées
2. Boissons alcoolisées et tabacs
3. Vêtements et chaussures
4. Logement et énergie
5. Ameublement, équipement et entretien du ménage
6. Santé
7. Transports
8. Communications
9. Loisirs et culture
10. Restauration et services d'hébergement
11. Frais d'écologie et de formation
12. Autres biens et services

Prise en compte de certaines catégories de dépenses

D'une manière générale, les auteurs divergent quant aux postes de consommation et aux biens à comptabiliser comme dépenses de consommation. Selon Gradín et al. (2008, p. 177), idéalement la consommation comprend, en référence à la Banque mondiale (2000), la somme des dépenses opérées au titre des achats courants, la valeur de l'utilisation de biens autoproduits (ou produits par des tiers), la «valeur d'usage» («service flows») des dépenses opérées pour des biens durables, ainsi que la valeur imputée de l'usage personnel d'un logement en tant que propriétaire⁷.

Cette définition très complète pose plusieurs difficultés dans la pratique. La plus importante concerne la prise en compte correcte des biens de consommation durables, étant donné que la plupart des enquêtes donnent une définition insuffisamment précise de ceux-ci, et qu'il est donc difficile d'en calculer la «valeur d'usage». Dans l'EBM, conformément au concept révisé de 2006, les grosses dépenses opérées au titre de biens et de services sont comptabilisées sur une période prolongée (12 mois pour les véhicules, 6 mois pour les dépenses importantes comme les voyages, le mobilier, l'électronique domestique, les bijoux, etc.) et converties en une valeur mensuelle moyenne permettant une prise en compte réaliste de la valeur de ces achats. La présente analyse se fonde sur ces valeurs mensualisées plutôt que sur une valeur d'usage estimée. La répartition des dépenses de consommation selon le concept révisé n'étant pas comparable à celle des années précédentes, les résultats ne sont présentés qu'à partir de 2006.

Les dépenses de consommation privées n'incluent pas l'achat de terrains ou de bâtiments. Les loyers fictifs⁸ n'ont jusqu'ici pas été pris en compte dans l'EBM, mais dans l'enquête on tient compte des coûts du logement effectifs⁹. Étant donnée la part

⁴ Ex.: Canberra Group Handbook (2011) concernant le concept de revenu.

⁵ Voir glossaire; représentation graphique des différentes composantes du revenu et des dépenses au niveau des ménages sur le portail statistique de l'OFS: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Situation économique et sociale de la population → Revenus, consommation et fortune → Revenus et dépenses des ménages.

⁶ COICOP: Classification of Individual Consumption by Purpose, pour les détails, voir OFS (2013) ou <https://unstats.un.org/unsd/cr/registry/regct.asp>.

⁷ Pour tenir compte des avantages financiers que confère le fait d'être propriétaire de son logement ou de bénéficier d'un loyer inférieur au prix du marché, nombre d'études imputent un «loyer fictif» correspondant à la valeur d'usage de l'objet, moins les coûts effectifs de logement.

⁸ Voir note précédente.

⁹ Outre le loyer net ou les intérêts hypothécaires, les coûts du logement comprennent différents frais accessoires ainsi que les dépenses au titre de l'énergie et des réparations mineures, pour le domicile principal et pour d'éventuelles résidences secondaires, ces dernières ne concernant qu'un peu plus de 5% des ménages. L'amortissement de l'hypothèque ainsi que les éventuelles rénovations ou extensions du domicile ne sont pas comptabilisés comme coûts du logement mais considérés, conformément aux normes internationales, comme des investissements. Pour plus de détails, voir OFS (2013, p. 28 ff.).

relativement élevée de ménages occupant un logement en location¹⁰ en Suisse, la prise en compte du loyer fictif est moins nécessaire que dans les pays voisins.

Pour les biens de consommation non durables aussi, les avis divergent quant aux composantes à prendre en compte exactement. Dans ce rapport, nous tenons compte par exemple des dépenses au titre de la formation et de la santé, puisqu'en Suisse, l'éducation est financée en grande partie par l'État, et que les ménages privés ne supportent que des coûts modérés dans ce domaine¹¹. C'est pourquoi, les coûts sont à considérer plutôt comme des dépenses de consommation que des investissements (voir aussi Brewer, 2012). Il en va de même, à un moindre degré, pour les dépenses de santé¹².

La valeur estimée de la consommation personnelle de biens autoproduits (il s'agit exclusivement de produits alimentaires et de boissons) est prise en compte dans l'EBM et considérée comme une dépense de consommation. De même, les cadeaux et les invitations reçus d'autres ménages sont pris en compte dans le calcul des dépenses de consommation.

«L'analyse considère la consommation comme la somme des dépenses de consommation effectives, y compris la valeur de l'utilisation de biens autoproduits durant les laps de temps considérés.»

Pour résumer, la présente analyse adopte une approche pragmatique considérant la consommation comme la somme des dépenses de consommation effectives, y compris la valeur de l'utilisation de biens autoproduits durant les laps de temps considérés. Les inégalités sont décrites à l'aide des mesures d'inégalité les plus courantes, le rapport interquintile S80/S20 et le coefficient de Gini. Toutes les analyses sont effectuées au niveau des personnes et pondérées en fonction des besoins au moyen d'une échelle d'équivalence (voir glossaire).

Évolution des revenus disponibles et des dépenses de consommation

En 2014, le revenu disponible équivalent médian au sein de la population totale se situait à 4069 francs par mois, ce qui signifie que la moitié des personnes résidentes en Suisse avait un revenu supérieur, et l'autre moitié un revenu inférieur à ce montant. Compte tenu du renchérissement, le revenu médian s'est accru de 14% depuis 2006. Mis à part le léger recul mesuré en 2014, l'augmentation la plus sensible a été observée dans les dernières années de la période d'observation (voir graphique G1).

En 2014, le budget de consommation médian se montait à 3109 francs par mois dans la population totale. Par rapport à 2006, sa croissance a dans l'ensemble été moins marquée, à 2%, avec une légère tendance au repli au cours des deux dernières années sous revue.

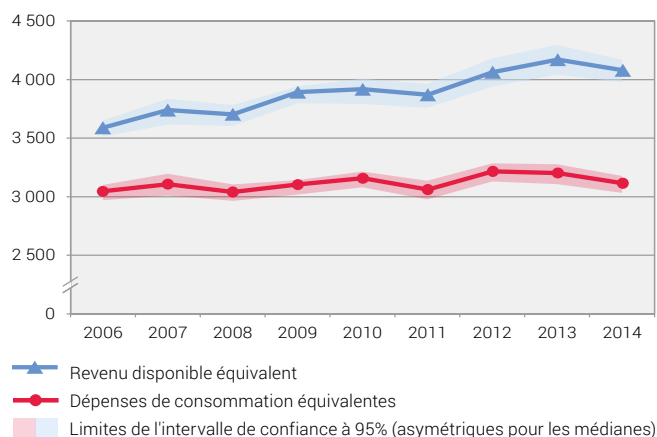
Alors même que les deux courbes évoluent de façon comparable durant la période considérée, soit une tendance à la hausse avec de légères diminutions des valeurs médianes en 2008, 2011 et (2013–)2014, les revenus ont davantage progressé que les dépenses de consommation. Dans l'ensemble, les personnes sont donc en mesure d'épargner ou d'investir davantage¹³. En 2014, le budget de consommation médian se montait ainsi à 76% du revenu disponible médian, contre 85% en 2006. Le graphique G2 permet de visualiser l'éloignement progressif des deux courbes depuis 2006. Les variations des médianes mesurées à partir de 2006 pour les dépenses de consommation évoluent de manière semblable aux revenus, mais l'augmentation est faible et, si l'on tient compte des imprécisions inhérentes aux estimations, on ne peut guère l'attester de manière formelle. Globalement, donc, malgré des revenus en hausse, les individus ne dépensent pas sensiblement plus.

Il faut se demander dès lors si les différents groupes de revenus profitent dans la même mesure de cette évolution. Les mesures d'inégalité présentées ci-après permettent de se faire une première idée sur cette question.

Revenu disponible et consommation des personnes vivant dans des ménages privés: médianes

Montants en CHF/mois aux prix de 2014, sans loyer fictif; résultats basés sur une distribution de personnes

G 1



Source: OFS – Enquête sur le budget des ménages (EBM)

© OFS 2017

¹⁰ En Suisse, la part des ménages occupant un logement en location pour la période 2006 à 2014 est d'environ 60% selon l'EBM (voir www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Situation économique et sociale de la population → Revenus, consommation et fortune).

¹¹ A l'exception des dépenses au titre des écoles privées qui selon les estimations de l'EBM concernent moins de 3% des ménages.

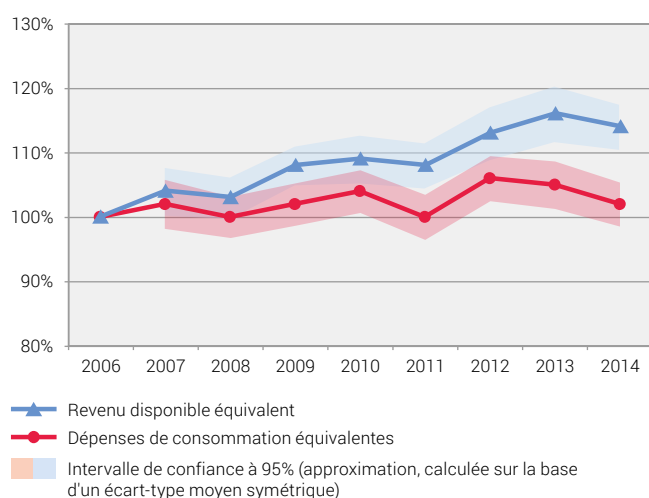
¹² Les primes de l'assurance-maladie obligatoire sont comptabilisées parmi les dépenses obligatoires et ne sont pas considérées comme des dépenses de consommation.

¹³ Ceci est vrai même si l'on tient compte des «autres assurances, taxes et transferts» qu'il conviendrait en principe aussi de déduire du revenu disponible; voir aperçu graphique des composantes des dépenses à l'adresse www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Situation économique et sociale de la population → Revenus, consommation et fortune → Revenus et dépenses des ménages.

Variation des médianes du revenu et de la consommation par rapport à 2006 en %

Personnes vivant dans des ménages privés

G 2



Source: OFS – Enquête sur le budget des ménages (EBM)

© OFS 2017

Évolution des inégalités en matière de consommation et de revenus

Rapport interquintile S80/S20

Depuis 2006, tous les quintiles de revenus¹⁴ enregistrent une augmentation de leur revenu disponible équivalent. Dans le premier quintile, le plus bas, le revenu moyen pour 2014 se montait à 1899 francs par mois, contre 8663 francs par mois pour le quintile le plus élevé (20% de la population disposant des revenus les plus élevés). En divisant ce dernier montant par le premier, on obtient un rapport interquintile (voir encadré) de 4,6. En d'autres termes, le revenu disponible équivalent moyen des 20% les plus aisés de la population est 4,6 fois plus élevé que celui des 20% les moins favorisés.

Considéré globalement et compte tenu des intervalles de confiance parfois importants, le rapport interquintile n'a évolué que modérément entre 2006 et 2014 (graphique G3). L'inégalité des revenus disponibles équivalents tend à augmenter légèrement entre 2006 et 2007, et à nouveau depuis 2009. Le recul en 2014 est faible et à confirmer par les résultats des années à venir. Concernant les dépenses de consommation¹⁵, l'inégalité reste étonnamment constante, à l'exception du léger accroissement mesuré en 2007. Elle est en règle générale moins marquée que l'inégalité des revenus. Pour les dépenses de consommation, le rapport interquintile est de 3,7 en 2014. Lorsqu'on compare la manière dont ont évolué l'inégalité des revenus et celle des dépenses de consommation, on est frappé par l'augmentation légère mais constante de l'écart entre les deux courbes entre 2009 et 2013. Tendanciellement du moins, l'inégalité des revenus

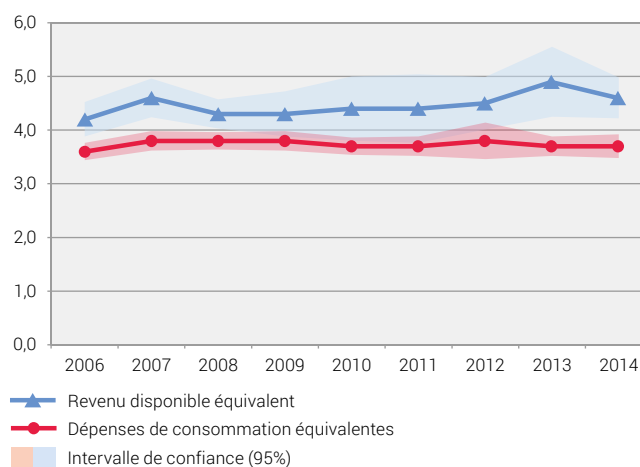
s'est ainsi accrue davantage durant cette période que l'inégalité en matière de consommation. La répartition des dépenses de consommation étant restée relativement constante, une augmentation des revenus ne s'est pas systématiquement traduite par une augmentation des dépenses.

Rapport interquintile

Le rapport interquintile S80/S20 permet de comparer la part au revenu total dévolue aux 20% des personnes les plus favorisées en termes de revenus avec celle dévolue aux 20% les moins favorisées (ou, si l'on considère les dépenses de consommation, la part à la consommation totale des 20% de la population consommant le plus par rapport à celle des 20% consommant le moins). Plus ce quotient s'éloigne de 1, plus les revenus ou les dépenses de consommation sont répartis de façon inégale. Comme le rapport interquintile n'évalue les inégalités que sur la base des deux extrémités de la distribution, on le complète habituellement par d'autres mesures d'inégalité tenant compte de toute l'échelle de distribution des revenus et de la consommation (comme le coefficient de Gini).

Évolution du rapport interquintile (S80/S20)

G 3



La comparaison des parts de revenus des quintiles (20%) supérieurs et des quintiles inférieurs de la population porte ici sur la moyenne et non pas sur la somme des revenus dans ces quintiles. Les revenus négatifs sont également pris en compte, mais pas les loyers fictifs.

Source: OFS – Enquête sur le budget des ménages (EBM)

© OFS 2017

Courbe de Lorenz et coefficient de Gini

La courbe de Lorenz révèle une inégalité légèrement plus marquée dans la distribution des revenus que dans celle des dépenses de consommation pour l'année 2014. La courbe du revenu disponible est en effet plus éloignée de la diagonale représentative d'une répartition égale que celle des dépenses de consommation (G4). Le graphique montre qu'en 2014, le quintile des revenus supérieur a absorbé 38% du revenu disponible équivalent cumulé, contre 8,2% pour le quintile inférieur. Pour les dépenses de consommation, les parts sont de 35% et de 10% respectivement (voir aussi le tableau T1).

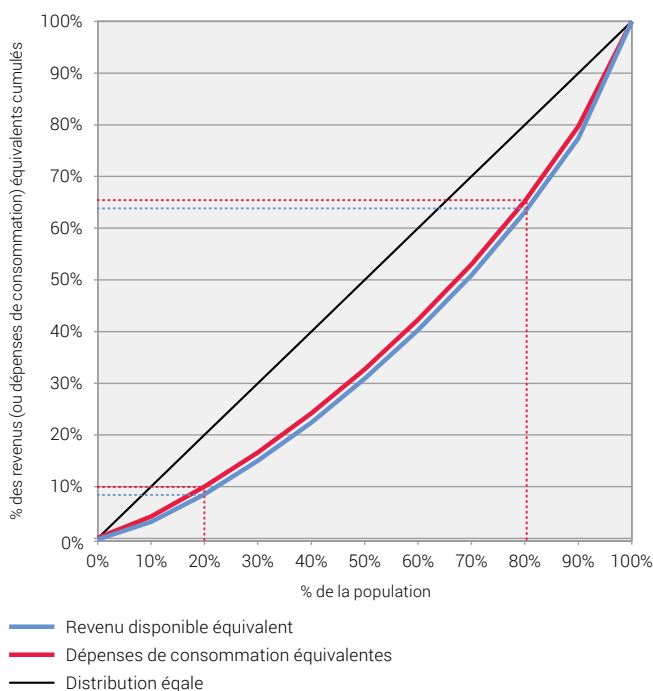
¹⁴ Voir glossaire → *Quintile*. La répartition en quintiles a été effectuée sur la base des revenus disponibles équivalents.

¹⁵ Les quintiles de revenus ne coïncident pas obligatoirement avec les quintiles de dépenses de consommation. Ainsi, seuls 46% des individus engrangeant les revenus les plus faibles (1^{er} quintile du revenu disponible équivalent) se retrouvent également dans le 1^{er} quintile des dépenses de consommation, alors que 56% des personnes aux revenus les plus élevés (5^e quintile) se retrouvent dans le 5^e quintile des dépenses de consommation.

Courbe de Lorenz

La courbe de Lorenz met en relation les pourcentages cumulés de la population et les pourcentages cumulés des revenus (ou des dépenses de consommation), classés par ordre croissant. Elle montre quelle part de la population perçoit quelle part du revenu total (ou du budget de consommation). Ainsi, plus la distribution est inégale, plus la courbe de Lorenz s'écarte de la diagonale (distribution égale).

Courbe de Lorenz: distribution de la consommation et des revenus 2014 G4



Source: OFS – Enquête sur le budget des ménages (EBM)

© OFS 2017

Parts de la consommation et du revenu par décile T1

	revenu disponible équivalent	+/-	dépenses de consommation équivalentes	+/-
1 ^{er} décile	2,9	0,4	4,1	0,2
2 ^e décile	5,3	0,2	5,6	0,2
3 ^e décile	6,4	0,2	6,7	0,2
4 ^e décile	7,4	0,2	7,5	0,2
5 ^e décile	8,4	0,2	8,5	0,2
6 ^e décile	9,5	0,2	9,5	0,2
7 ^e décile	10,6	0,3	10,7	0,2
8 ^e décile	11,9	0,3	12,2	0,2
9 ^e décile	14,3	0,3	14,3	0,3
10 ^e décile	23,3	1,6	21,1	1,2

Parts de la consommation totale / du revenu total de la population, par décile, en %

Exemple de lecture: dans la population totale, les 10% les plus riches disposaient de 23,3% du revenu disponible équivalent total.

Source: OFS – Enquête sur le budget des ménages (EBM)

© OFS 2017

Coefficient de Gini

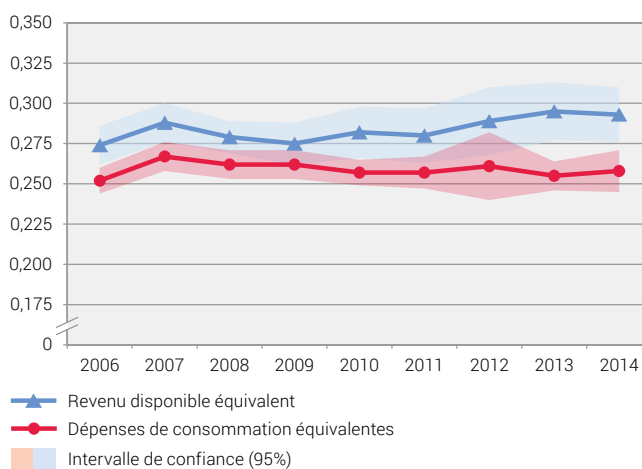
Le coefficient de Gini est basé sur la courbe de Lorenz. Il correspond au rapport de la surface entre la diagonale et la courbe de Lorenz et de la surface totale en dessous de la diagonale (surface du triangle). Si toutes les personnes percevaient le même revenu ou avaient la même consommation, la courbe de Lorenz se confondrait avec la diagonale et le coefficient de Gini serait égal à zéro. Si une seule personne percevait le revenu total / dépensait le montant total de la consommation, la courbe de Lorenz se confondrait avec les deux axes du graphique et le coefficient de Gini serait égal à 1.

Les coefficients de Gini (voir encadré) confirment en grande partie les tendances esquissées ci-dessus. À la différence du rapport interquintile, qui se fonde uniquement sur les deux extrémités de l'échelle, le coefficient de Gini tient compte de l'ensemble de l'échelle de répartition des revenus et des dépenses de consommation. Il tend par ailleurs à donner des valeurs plus élevées pour le revenu disponible (0,29 en 2014, voir graphique G5) que pour les dépenses de consommation (0,26), confirmant une distribution plus inégalitaire du revenu disponible.

Le coefficient de Gini indique lui aussi un creusement légèrement plus marqué et continu des inégalités pour les revenus que pour la consommation entre 2009 et 2013. On est tenté d'en déduire que l'évolution favorable des revenus enregistrée ces dernières années ne s'est pas tant traduite, pour les groupes de revenus supérieurs, par une augmentation des dépenses de consommation que par un accroissement proportionnel de l'épargne, alors que les groupes de revenus les plus faibles mettaient relativement moins d'argent de côté. Nous nous attellerons à vérifier la justesse de cette hypothèse dans les paragraphes qui suivent.

Évolution du coefficient de Gini

G 5



Les revenus négatifs sont pris en compte dans les calculs, mais pas les loyers fictifs.

Source: OFS – Enquête sur le budget des ménages (EBM)

© OFS 2017

Évolution par groupes de revenus

Des évaluations plus détaillées par groupes de revenus (quintiles des revenus disponibles équivalents) montrent que tout particulièrement au sein des classes de revenus supérieures, les revenus croissent davantage que les dépenses de consommation (voir aussi graphique G6). Entre 2006 et 2014, les revenus médians s'accroissent de 13 à 14% dans le 3^e, le 4^e et le 5^e quintile, contre 10 à 11% dans les deux quintiles de revenus les plus faibles. Les dépenses de consommation augmentent sensiblement moins durant la même période (0 à 4% pour les quintiles trois à cinq, 5 à 6% dans les deux quintiles inférieurs¹⁶). La tendance est particulièrement sensible entre 2009 et 2013 (non reproduit), où l'évolution positive des revenus s'est traduite par une augmentation des dépenses de consommation dans le quintile de revenus le plus bas, augmentation tendancielle même plus marquée que pour les revenus, alors que les trois quintiles supérieurs consacraient proportionnellement davantage de ressources à l'épargne ou aux investissements.

Comme le montrent plusieurs analyses non publiées de l'OFS, les ménages ont consacré une part légèrement moins importante de leurs revenus en 2014 qu'en 2006 à la couverture de leurs besoins de base comme les vêtements, l'équipement ménager et l'alimentation, et dépensé un peu plus pour les transports et les communications, l'hôtellerie et la restauration, ainsi que pour le logement et l'énergie. Cette tendance s'observe dans tous les quintiles de revenus, sauf dans les postes alimentation et logement, qui n'ont pas varié pour le quintile de revenus le plus élevé¹⁷.

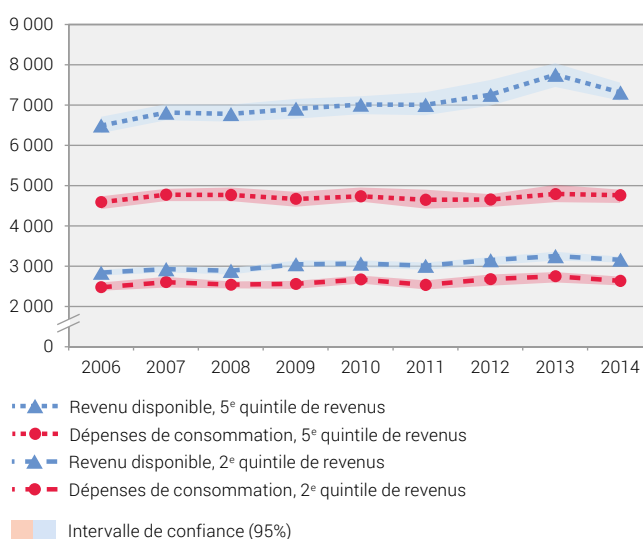
Le graphique G7 illustre sur la base des valeurs médianes l'évolution des parts de revenu disponible équivalent dévolues à la consommation. Par rapport à 2006, tous les quintiles de revenus consacrent une part moindre de leurs revenus à la consommation en 2014. En partie tout au moins, cette évolution devrait également être liée à l'augmentation du pouvoir d'achat de la population résidente en Suisse¹⁸. Le recul de la part du revenu disponible dévolue aux dépenses de consommation est légèrement plus marqué et plus constant au sein des trois quintiles de revenus supérieurs qu'au sein des deux quintiles inférieurs. Si l'on ne peut donner aucune estimation fiable concernant l'évolution au sein du 1^{er} quintile, on peut partir du principe que les quintiles inférieurs ont plus de difficulté à lisser leurs dépenses de consommation sur une période prolongée. Et comme l'attestent des analyses détaillées de l'OFS, ils ne sont, dans l'ensemble, guère en mesure de constituer des économies: au sein du premier quintile de revenu, le budget moyen de consommation dépasse le plus souvent le revenu disponible équivalent¹⁹. Cela tient notamment à la présence au sein de ce groupe de revenus d'une proportion relativement élevée de rentiers, ainsi que d'indépendants aux

revenus irréguliers, qui couvrent vraisemblablement une partie de leurs dépenses de consommation en puisant dans leur fortune. Outre les phases où ils consomment leurs économies préalablement constituées, il arrive toutefois aussi que les ménages du 1^{er} quintile se retrouvent dans des situations d'endettement à relativement long terme.

Revenu disponible et consommation par groupe de revenus: médianes

Montants équivalents en CHF/mois aux prix de 2014, sans loyer fictif
2^e et 5^e quintiles de revenus

G 6

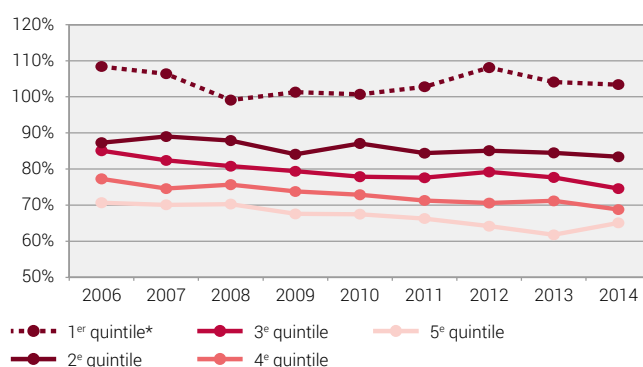


La précision statistique des estimations étant insuffisante, il n'est pas possible de dégager pour toutes les années des tendances fiables quant à l'évolution du 1^{er} quintile de revenus (voir l'encadré «Précision des estimations» à la fin de ce rapport). Le graphique G6 porte par conséquent sur le 2^e quintile de revenus plutôt que sur le 1^{er}.

Parts des dépenses de consommation équivalentes au revenu disponible équivalent

Par quintiles de revenus; base: valeurs médianes

G 7



* La précision statistique des estimations du 1^{er} quintile étant insuffisante, il n'est pas possible de dégager des tendances fiables quant à l'évolution de ce groupe de revenus (voir l'encadré «Précision des estimations» à la fin de ce rapport).

Source: OFS – Enquête sur le budget des ménages (EBM)

© OFS 2017

¹⁶ La précision statistique des estimations étant insuffisante, il n'est pas possible de dégager pour toutes les années des tendances fiables quant à l'évolution du 1^{er} quintile de revenus (voir l'encadré «Précision des résultats» à la fin de ce rapport).

¹⁷ Voir également Conseil fédéral (2014), ch. 3.2.2., ainsi que les derniers résultats du portail statistique: www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Situation économique et sociale de la population → Revenus, consommation et fortune → Revenus et dépenses des ménages (analyses au niveau des ménages).

¹⁸ Voir www.statistique.ch → Trouver des statistiques → Travail et rémunération → Salaires, revenu professionnel et coût du travail

¹⁹ Cf. Conseil fédéral (2014), ch. 3.4.2 (analyses au niveau des ménages).

Conclusion: amélioration du niveau de vie effectif au sein des quintiles de revenus inférieurs

Le présent rapport a notamment permis d'accorder une plus large attention, dans le cadre des analyses du bien-être, aux inégalités en matière de consommation. Nous avons pu montrer d'une part que le niveau de vie effectif en Suisse, mesuré par rapport au budget de consommation, était, dans l'ensemble, resté relativement constant entre 2006 et 2014: malgré un revenu en hausse, le niveau de consommation est demeuré relativement stable.

D'autre part, les dépenses de consommation étaient réparties de manière moins inégale au sein de la population que le revenu disponible équivalent. Par rapport aux opportunités théoriques qu'offrent les ressources, le niveau de vie effectif était ainsi distribué de façon un peu «plus équitable». De 2009 à 2013, en particulier, les inégalités de revenus se sont creusées *légèrement* plus que les inégalités en termes de consommation. Durant cette période, l'évolution positive des revenus s'est traduite au sein du quintile de revenus le plus bas par une hausse des dépenses de consommation, et dans les trois quintiles supérieurs par un accroissement de la part dévolue à l'épargne.

Par rapport aux dépenses de consommation, cette évolution a conduit notamment au sein des groupes de revenus inférieurs, à une hausse du niveau de vie effectif. Les dépenses de consommation tendant à s'accroître certaines années davantage que les revenus, on peut supposer qu'il y ait eu également dans ce domaine un certain retard à rattraper.

La situation est différente au sein des groupes de revenus élevés, dont les ressources théoriques, calculées sur la base de leur revenu disponible, ont augmenté de façon relativement marquée jusqu'en 2013, leur offrant une plus grande marge de manœuvre financière et leur permettant de décider plus librement à quoi ils entendent consacrer ces revenus.

Bibliographie

- Brenke, Karl, Gert G. Wagner. 2013. *Ungleiche Verteilung der Einkommen bremst das Wirtschaftswachstum*. In: Wirtschaftsdienst, 93(2), S. 110 – 116. ZBW – Leibniz-Informationszentrum Wirtschaft.
- Brewer, Mike, and Cormac O'Dea. 2012. *Measuring living standards with income and consumption: evidence from the UK*. No W12/12, IFS Working Papers, Institute for Fiscal Studies. Essex.
- Canberra Group. 2011. *Canberra Group Handbook on Household Income Statistics*. Second Edition. Ottawa.
- Conseil fédéral. 2014. *Répartition de la richesse en Suisse. Rapport en réponse au postulat 10.4046 du 7 décembre 2010* déposé par Jacqueline Fehr. Berne: Chancellerie fédérale.
- Fiedler, Angela und Nicola Fuchs-Schündeln. 2011. *Die ungleiche Entwicklung der Ungleichheit in Deutschland seit der Wiedervereinigung*. In: ifo Dresden berichtet, vol. 18(03), S. 24 – 32. Dresden: ifo Institut für Wirtschaftsforschung.
- Fisher, J., David S. Johnson, and Timothy M. Smeeding. 2015. *Inequality of Income and Consumption in the U.S.: Measuring the Trends in Inequality from 1984 to 2011 for the Same Individuals*. In: Review of Income and Wealth, Series 61, Number 4. <http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1111/roiw.12129/supinfo> [09.08.2017]
- Grabka, Markus M. 2014. *Ungleichheit in Deutschland: Langfristige Trends, Wendepunkte*. In: Sozialer Fortschritt 63, 12, S. 301 – 307. Berlin: Duncker & Humblot.
- Gradín, Carlos, Olga Cantó und Coral del Río. 2008. *Inequality, poverty and mobility: Choosing income or consumption as welfare indicators*. Investigaciones Economicas, Fundación SEPI, vol. 32(2), pp. 169 – 200.
- Heathcote, J., F. Perri, and G. Violante. 2010. *Unequal We Stand: An Empirical Analysis of Economic Inequality in the US, 1967 – 2006*. Review of Economic Dynamics, 13, pp. 15 – 51.
- Krueger, D. and F. Perri. 2006. *Does Income Inequality Lead to Consumption Inequality? Evidence and Theory*. In: Review of Economic Studies, 73, pp. 163 – 93. Oxford University Press.
- Meyer, B. and J. Sullivan. 2013. *Consumption and Income Inequality and the Great Recession*. American Economic Review, 103, pp. 178 – 83.
- Milligan, Kevin. 2008. *The Evolution of Elderly Poverty in Canada*. University of British Columbia.
- Office fédéral de la statistique OFS. 2015. *Les revenus des ménages privés augmentent, la distribution des revenus reste stable*. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique OFS. 2013. *Enquête sur le budget des ménages 2011: Résultats commentés et tableaux*. Neuchâtel: OFS.
- Office fédéral de la statistique OFS. 2012. *Inégalité des revenus et redistribution par l'Etat. Composition, répartition et redistribution des revenus des ménages privés*. Neuchâtel: OFS.
- Organisation de coopération et de développement économiques OCDE. 2008. *Croissance et inégalités. Distribution des revenus et pauvreté dans les pays de l'OCDE*. Paris: OCDE.
- Organisation de coopération et de développement économiques OCDE. 2013. *OECD framework for statistics on the distribution of household income, consumption and wealth*. Paris: OCDE. <http://dx.doi.org/10.1787/9789264194830-en> [09.08.2017]
- Petev, I., L. Pistaferri and I. Eksten. 2011. *Consumption and the Great Recession: An Analysis of Trends, Perceptions, and Distributional Effects*. In: D. Grusky, B. Western, and C. Wimer (eds). The Great Recession. New York: Russell Sage Foundation Press.
- Stiglitz, J., A. Sen and J. Fitoussi. 2009. *Report by the Commission on the Measurement of Economic Performance and Social Progress*. New York: United Nations Press.

UNECE United Nations Economic Commission for Europe (forthcoming). *Terms of reference for the steering group on measuring poverty and inequalities*. Geneva.

World Bank. 2000. *Making transition work for everyone. Poverty and Inequality in Europe and Central Asia*. Washington.

Glossaire

Dépenses obligatoires:

→ revenu disponible

Equivalence (valeur/pondération/échelle d'équivalence):

→ revenu équivalent

Médiane:

La médiane ou valeur centrale partage l'ensemble des valeurs observées, classées par ordre de grandeur, en deux moitiés de taille égale. Une moitié des valeurs est au-dessus de la médiane et l'autre moitié au-dessous. À la différence de la moyenne arithmétique, la médiane n'est pas influencée par les valeurs extrêmes.

Quintiles:

Tandis que la médiane divise en deux parties égales la distribution des revenus, les quintiles eux la divisent en cinq parties égales. Ainsi, 20% des ménages ont un revenu inférieur au premier quintile, 20% ont un revenu compris entre le 1^{er} et le 2^e quintile, etc.

Revenu brut:

Le revenu brut d'un ménage comprend les revenus de tous les membres du ménage, à savoir: les salaires bruts (avant déductions sociales), les revenus d'activités indépendantes, les rentes, les intérêts, les transferts reçus d'autres ménages, les revenus en nature de la propre entreprise, les prestations en nature de l'employeur, les produits du jardin, etc.

Revenu disponible:

Le revenu disponible se calcule en déduisant du revenu brut les dépenses obligatoires. Ces dernières comprennent les cotisations sociales (cotisations AVS/AI, prévoyance professionnelle, etc.), les impôts, les primes d'assurance-maladie (assurance de base) et les transferts monétaires à d'autres ménages (p. ex. pensions alimentaires).

Revenu équivalent:

Le revenu équivalent (primaire, brut ou disponible) est calculé à partir du revenu du ménage (primaire, brut ou disponible). La taille du ménage est prise en compte conformément à l'échelle d'équivalence des ménages. Pour tenir compte des économies d'échelle (une famille de quatre personnes ne doit pas dépenser quatre fois plus qu'une personne seule pour assurer un même niveau de vie), on attribue un facteur de pondération à chaque membre du ménage: 1,0 à la première personne adulte du ménage, 0,5 aux autres personnes de 14 ans ou plus et 0,3 aux enfants de moins de 14 ans (conformément à la dernière échelle d'équivalence, dite «échelle modifiée», de l'OCDE). La somme de ces pondérations donne la valeur d'équivalence du ménage.

Sources de données et échantillons

Les analyses reposent sur les données de l'enquête sur le budget des ménages (EBM) de l'OFS. Effectuée sous la forme actuelle depuis 1998 (chaque année avec un échantillon réduit depuis 2000), cette enquête sert à réunir des données détaillées sur les revenus et les dépenses des ménages privés. L'échantillon de l'enquête sur le budget des ménages 2014 comprenait 3858 ménages.

La structure du budget est décrite de manière approfondie dans OFS (2013), des informations plus détaillées sur cette enquête figurent sur le portail statistique de l'OFS: www.ebm.bfs.admin.ch.

Précision des résultats

Les estimations établies sur la base d'un échantillon sont entachées d'incertitude, puisque une partie seulement de la population (échantillon) est utilisée pour estimer une caractéristique de la population entière. Cette marge d'erreur peut être chiffrée en calculant un *intervalle de confiance*, qui est d'autant plus petit que les résultats sont précis. L'intervalle de confiance signifie que la valeur réelle se situe avec une très grande probabilité (de 95%) dans ledit intervalle.

Éditeur:	Office fédéral de la statistique (OFS)
Renseignements:	Office fédéral de la statistique, section Analyses sociales, tél. 058 463 64 21, info.sozan@bfs.admin.ch
Rédaction:	Caterina Modetta, OFS
Série:	Statistique de la Suisse
Domaine:	20 Situation économique et sociale de la population
Langue du texte original:	allemand
Traduction:	Services linguistiques de l'OFS
Mise en page:	Section DIAM, Prepress/Print
Graphiques:	Section DIAM, Prepress/Print
Page de titre:	OFS; concept: Netthoevel & Gaberthüel, Bienne; photo: © Auke Holwerda – istockphoto.com
Impression:	en Suisse
Copyright:	OFS, Neuchâtel 2017 La reproduction est autorisée, sauf à des fins commerciales, si la source est mentionnée.
Commandes d'imprimés:	Office fédéral de la statistique, CH-2010 Neuchâtel, tél. 058 463 60 60, fax 058 463 60 61, order@bfs.admin.ch
Prix:	gratuit
Téléchargement:	www.statistique.ch (gratuit)
Numéro OFS:	1271-1400

Version corrigée, 25.1.2018: paragraphe «Courbe de Lorenz et coefficient de Gini», p. 4; tableau T 1, p. 5